

*Initiatives ministérielles*

Le syndicat des débardeurs est également venu témoigner. Il s'est inquiété de ce que ses membres perdent leur emploi, y compris certains qui, ayant charge de famille, s'efforcent de joindre les deux bouts mais ne trouvent tout simplement pas de travail. Ce n'est pas faute de vouloir travailler, car ils sont prêts à le faire, mais les emplois ont tout simplement disparu parce que le gouvernement sans réfléchir, a aboli un programme, ce qui empêche de nombreux Canadiens de l'Atlantique de gagner leur vie.

• (1150)

La Commission canadienne du blé a affirmé lorsqu'elle a comparu devant nous que la perte des ports de Halifax et de Saint John signifiait la perte des seuls ports libres de glace sur la côte de l'Atlantique. Leur perte entraînerait la disparition de débouchés. Comme le représentant de la commission l'a fait remarquer, les pays dont les eaux et le climat sont chauds ne veulent pas naviguer l'hiver jusqu'aux ports du Saint-Laurent parce qu'ils ne veulent pas affronter les glaces. Ils préfèrent accoster à un port où l'eau ne gèle pas parce que, y étant peu habitués, ils évitent de naviguer dans les glaces. S'ils ont le choix d'aller dans un port libre de glace, ils iront ailleurs que dans les ports du Saint-Laurent.

La Commission canadienne du blé fait valoir qu'elle perd, par l'élimination de ces installations portuaires, un élément de commercialisation qu'elle exploite. Nous savons bien que notre pays a besoin aujourd'hui de mettre toutes les chances de son côté pour vendre du grain. La commission, une institution qui a fait merveille dans la commercialisation des céréales, ne peut se passer elle non plus d'aucun de ses atouts.

La question se ramène aux silos de Saint John et de Halifax. Il faut se demander par quoi le gouvernement va remplacer le programme, s'il le supprime. Il ne propose rien d'autre. Il n'a pas porté attention à ce que disait la Commission des transports des provinces de l'Atlantique. Il n'offre pas de solution de rechange.

J'ai trouvé l'expérience exaspérante parce que le gouvernement, ne tenant aucun compte de l'information dont il a été inondé, s'entête à poursuivre le programme qu'il s'était tracé, lequel n'apparaît pas toujours clairement aux Canadiens.

Nous nous félicitons du fait que les efforts que nous, du Nouveau Parti démocratique, et d'autres avons consacrés au projet de loi ont forcé le gouvernement à reconnaître

les répercussions dévastatrices qu'aurait cette mesure. Il a donc constitué un groupe d'étude chargé d'examiner la viabilité des silos dans les ports de Halifax et de Saint John.

Il est excellent que le gouvernement se préoccupe des silos de Halifax et de Saint John. Il est cependant dommage qu'il ne s'y soit pas intéressé il y a 18 mois et n'ait pas examiné de véritables solutions de remplacement à ce programme de sorte qu'au lieu de parler aujourd'hui de la fermeture du silo de Saint John et de la fermeture éventuelle de celui de Halifax, nous ayons pu parler de la proposition très logique et très bien étudiée de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique. Une vaste majorité de chaque parti à la Chambre serait en faveur de ce genre de proposition. Au lieu de ça, le gouvernement s'obstine à faire adopter le projet de loi sans vraiment réfléchir aux conséquences de sa décision.

C'est uniquement grâce aux efforts des députés de notre parti, de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique et d'autres que le gouvernement a fini par se rendre compte que l'adoption du projet de loi aurait une incidence dévastatrice sur le développement régional. La promotion de l'agriculture dans la région de l'Atlantique est importante pour l'économie régionale. Nous avons au moins réussi à le faire comprendre au gouvernement. Il est vraiment dommage que le silo de Saint John soit déjà fermé. D'ici à ce que l'étude soit terminée, celui de Halifax aura peut-être connu le même sort. Tout est dans les limbes. Tout est en suspens.

Je tiens à rappeler au gouvernement qu'il ne faut pas oublier que le développement régional constitue un facteur important dans notre pays. Il l'est depuis la Confédération. Si le gouvernement ne veut pas prendre le développement régional en considération, s'il ne veut prendre en considération que les résultats financiers, nous allons avoir des problèmes dans la région de l'Atlantique, en Saskatchewan et dans d'autres coins du pays qui ne sont pas très peuplés mais qui font partie de notre Confédération et qui méritent l'attention du gouvernement actuel.

En terminant, je voudrais rappeler au gouvernement qu'il a envers toutes les régions du pays le devoir de veiller à ce qu'elles jouissent toutes de chances équitables et à ce que chaque Canadien, peu importe où il vit dans le pays, ait la chance de travailler, de faire vivre sa famille, de gagner sa vie et de vivre d'une façon qui soit satisfaisante pour nous tous au Canada.